



Une certaine déliquescence démocratique

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

J'ai eu l'occasion, il y a quelques semaines, d'indiquer publiquement que la campagne présidentielle revêtait un caractère inédit et reflétait une certaine déliquescence démocratique.

Les derniers événements confirment cette appréciation. Il ne nous appartient pas de les commenter. Notre rôle syndical est de poser nos analyses et revendications, ce que nous avons fait, et de réagir, si nécessaire, à certaines propositions sur les questions économiques et sociales qui nous apparaissent non seulement contestables mais dangereuses.

Ce fut le cas la semaine dernière, en réaction à un candidat affirmant notamment vouloir étatiser l'Assurance chômage et transformer sur dix ans le système de retraite.

Étatiser l'Assurance chômage mettrait non seulement fin à ce qui reste du paritarisme en la matière, à savoir la négociation de la convention d'Assurance chômage et l'Unédic, mais l'instauration d'un système universel (ouvert aux non-salariés) transformerait l'Assurance chômage en un filet de sécurité

à l'anglo-saxonne. Sans parler d'une logique punitive vis-à-vis des demandeurs d'emploi. Quant à la mise en place d'un régime universel de retraite sur la base du système dit en comptes notionnels*, nous conseillons de voir les dégâts causés en Suède.

Ce serait une porte ouverte à l'individualisation, à une fausse liberté au travers d'un transfert de risque, au développement des fonds de pension, à la remise en cause du statut général de la fonction publique.

Dans ce schéma, ce système serait en effet le marchepied de la capitalisation.

Ce libéralisme social accentué, à savoir un cocktail de liberté économique, de filet minimal de sécurité et de flexibilité, est présenté comme un outil de simplification. Mais simplifier ne doit pas vouloir dire ratiboiser et individualiser. ▀

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
[@jcmailly sur Twitter](#)

* Déjà envisagé par le Premier ministre (François Fillon) en 2010.